

*Fritz Bauer Institut, Sybille Steinbacher (Hrsg.) :
Holocaust und Völkermorde. Die Reichweite des
Vergleichs, Jahrbuch 2012 zur Geschichte und
Wirkung des Holocaust*

Daniel Bonnard

(Doctorant au Max-Planck-Institut für europäische
Rechtsgeschichte de Francfort/Main)

Durant les dix dernières années, les *Genocide studies* ont connu un développement remarquable dans le monde anglo-saxon, mais aussi dans les sphères germanophones et francophones. En témoigne la traduction en plusieurs langues étrangères de l'ouvrage de Jacques Sémelin *Purifier et détruire* qui se donne pour but d'étudier « comment des États peuvent, dans certaines circonstances, impulser, organiser, mettre en mouvement ce qu'on pourrait appeler des pratiques politiques de « purification » et de destruction du « corps social » (...) » (Sémelin, 2005, 21). On a désormais affaire à un champ scientifique très dynamique, de portée transnationale, traitant de la problématique des violences de masse à en impliquant au-delà de l'histoire, la diversité des disciplines des sciences sociales et la psychologie. L'encyclopédie en ligne des violences de masse, dont Sémelin est l'instigateur, en est un des moteurs incontestable.

Un des aspects saillants de ce renouveau épistémologique est qu'il vient questionner de manière originale l'historiographie de la Shoah. Il en résulte un certain nombre de colloques et de publications de premier plan, qui se penchent sur une problématique déjà ancrée dans les débats historiques sur le nazisme et qu'on peut résumer de la manière suivante : au regard des recherches récentes sur les violences de masse, les violences étatiques contre des populations civiles, les violences de guerre ou les violences coloniales, quelle est la place du génocide perpétré contre les Juifs d'Europe dans l'histoire de la violence aux XIX^e et XX^e siècles ?¹ Dans le même ordre d'idée, la Revue d'histoire de la Shoah a consacré en 2008 un numéro

¹ Sur cette discussion, bien ancrée dans le débat historiographique anglo-saxon, voir entre autres les ouvrages de référence suivants : Arno J. Mayer (1990). *La solution finale dans l'histoire*, Paris : La Découverte, publication originale du titre anglais 1988 ; ainsi que Zygmunt Baumann (2002). *Modernité et Holocaust*, Paris : La Fabrique éditions, publication originale du titre anglais 1989. Voir aussi l'essai d'Enzo Traverso (2002). *La violence nazie, une généalogie européenne*. Paris : La Fabrique.

thématique à la question de savoir quelles continuités existent entre les violences de masse avant la Shoah et la violence exterminatrice du régime nazi².

Dans le monde germanophone, cette problématique a fait l'objet d'un colloque international de l'*Institut für Zeitgeschichte* de l'Université de Vienne et du *Fritz Bauer Institut – Studien – und Dokumentationszentrum zur Geschichte und Wirkung des Holocaust* de Francfort/Main en octobre 2011. Le but de la rencontre était précisément de jalonner les possibilités de rapprochement entre les *Genocide studies* et les travaux des historiens de langue allemande sur le génocide des Juifs. De ce colloque est issu un ouvrage collectif en langue allemande, dirigé par l'historienne Sybille Steinbacher et le Fritz Bauer Institut, dont la présente recension vise à rendre certaines contributions accessibles à un public francophone³.

Dans l'introduction générale de l'ouvrage, Sybille Steinbacher replace la problématique de la comparaison de la Shoah avec d'autres violences de masse dans son contexte épistémologique, avant de proposer une série de perspectives afin de concourir au rapprochement des deux domaines de recherche parallèles. Steinbacher met en évidence les origines politico-juridiques des *Genocide studies*, qui s'inscrivent dans la continuité des travaux pionniers du juriste juif polonais Raphael Lemkin. Or, une étude des violences de masse qui cherche à en comprendre les causes et les motifs se doit de faire preuve d'une certaine prudence quant à l'emploi du terme de « génocide », tant celui-ci est restreint à la qualification juridique des actes commis. D'autant que la qualification des violences est elle-même enjeu d'usages politiques multiples qu'il convient pour elle d'intégrer à l'analyse.

En esquissant le développement de la recherche historique sur la Shoah, Steinbacher insiste sur le fait que bien que cette thématique soit désormais ancrée dans le champ historiographique germanophone (*Zeitgeschichtsforschung*), il en était bien autrement dans l'après-guerre. Il aura fallu attendre l'avènement d'une nouvelle génération d'historiens dans les années 60-70, entre autre sous l'effet des Procès de Francfort, pour que la Shoah fasse l'objet de recherches systématiques en Allemagne. Dans les années 1980, la *Historikerstreit* a été certes un moment-clé de l'affrontement entre les thèses apologétiques d'Ernst Nolte plaçant la violence nazie dans une séquence historique issue de la révolution bolchévique et de nouvelles interprétations insistant sur le « Sonderweg » allemand. Ce conflit d'interprétation aurait, selon Steinbacher, eu toutefois l'effet pervers de rendre tabou la question de la comparaison. Durant les années 1990, la thèse de la singularité du génocide juif se

² Cf. *Violences. Violences de guerre, violences coloniales, violences extrêmes avant la Shoah*, Revue d'histoire de la Shoah, n° 189, juillet/décembre 2008.

³ Je n'ai pas rendu compte des contributions suivantes : Christian Werkmeister sur les travaux de Lepsius concernant le génocide arménien ; Andrea Löw sur les origines du débat sur la singularité de l'Holocauste ; Philipp Ther sur la question du « nettoyage ethnique » dans les *Genocide studies* ; Donald Bloxham sur une contextualisation de l'Holocauste dans une perspective continentale.

voit renforcée, de manière conjointe à la reconnaissance de l'expérience des survivants (p.21).

Considérant les atouts de chaque discipline, Steinbacher met en relief l'apport épistémologique des *Genocide studies*, en ce qu'elles stipulent que chaque meurtre de masse est le fait de processus complexes, mettant en jeu des rapports de pouvoir, possédant leur propre dynamique et qui sont déchiffrables au prisme des sciences sociales (p.24). Les sciences historiques sont, pour leur part, susceptibles d'enrichir l'étude des violences parce qu'elles postulent la contingence des pratiques et des discours des acteurs sociaux. Ainsi, elles seraient à même d'offrir un correctif à la tendance à universaliser et à généraliser les violences qui caractériseraient les *Genocide studies* actuels.

Au sein de l'ouvrage recensé, Sybille Steinbacher a dirigé les travaux de neuf éminents spécialistes dont les essais sont présentés autour de trois grandes parties. La première contient trois contributions portant sur les violences de masse dans le contexte large de la Première Guerre mondiale.

La première contribution, celle de Wolf Gruner, s'interroge sur les connaissances qu'avaient Juifs et non-Juifs sous le régime nazi quant au génocide perpétré 20 ans plus tôt contre le peuple arménien. En prenant le contre-pied de la phrase d'Hitler, maintes fois citée, « Qui parle encore aujourd'hui de l'extermination des Arméniens ? »⁴, Gruner montre qu'une connaissance du génocide arménien est bel et bien ancrée dans la population de la République de Weimar (p.40). Le roman de Franz Werfel « Les quarante jours du Musa Dagh », publié en 1933 et interdit en 1934, peut être considéré comme une référence implicite à la montée des persécutions antisémites sous le nazisme. Gruner montre, en effet, que la connaissance du meurtre de masse des Arméniens opère comme une référence négative, utilisée dans de nombreux écrits qui dénoncent les mesures anti-juives des autorités allemandes. Pour les Juifs eux-mêmes, malgré les divergences sur la signification à donner à une telle comparaison, le génocide arménien est conçu comme un véritable avertissement, présent dans l'univers mental d'une partie des persécutés. Pendant la guerre, la résistance arménienne au génocide perpétré par le gouvernement jeune-turc, et par la suite à l'occupant nazi dans les différents contextes de l'occupation, sert d'exemple aux résistants juifs dans toute l'Europe (p.51).

Dès la signature du Traité de Versailles, l'État allemand a déployé d'importants moyens pour tenter de relativiser sa responsabilité en tant qu'allié de la Turquie pendant la Première Guerre mondiale (p.36). Durant les années 30, le thème est, néanmoins, présent dans l'espace public, en particulier en lien avec le procès intenté à Soghomon Tehlirian (Salomon Teilirian), auteur d'un attentat de rétorsion contre

⁴ Ma propre traduction (D.B.), cf. *Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik 1918-1945. Aus dem Archiv des Auswärtigen Amtes, Serie D (1937-1945)*, Bd. VII, Baden-Baden 1956, pp.171-172.

les militaires génocidaires jeune-turcs. Ce n'est qu'après la prise de pouvoir par les Nazis que s'établit progressivement une relecture des événements imputant l'origine des massacres à des opérations de lutte contre des rebelles (p.46), selon un schéma qui contribuera à structurer par la suite la doctrine militaire allemande⁵. Gruner insiste donc sur le fait qu'Hitler a vraisemblablement à l'esprit la sphère diplomatique quand il postule le désintérêt de l'opinion pour la question arménienne.

En termes de référence mémorielle, l'évocation du génocide arménien perd de sa vigueur après 1945, tandis que l'expérience de la Shoah s'impose, en premier lieu chez les survivants, comme un moment de césure profonde reléguant les violences antérieures au second plan. À propos des réceptions croisées du génocide arménien et de la Shoah, Gruner ne fait que ponctuellement référence (p.31) au projet dirigé par Hans-Lukas Kieser à l'université de Zürich discutant de manière très documentée les enjeux de la comparaison⁶.

Dans sa contribution, Christoph Dieckmann utilise la construction idéologique (*Ideologem*) du « judéo-bolchévisme » comme révélateur pour étudier les traits de continuité entre les violences anti-juives de la guerre civile russe (1917-1920) et les représentations de l'ennemi propres à l'antisémitisme exterminateur des nazis. Durant les années de guerre civile qui ont suivi l'effondrement de l'empire tsariste, on enregistre les vagues de violence les plus fortes contre les Juifs avant la Shoah. L'*ideologem* du « judéo-bolchévisme » offre alors à un spectre large de groupes d'obédience nationaliste une conception du monde (*Weltanschauung*) qui va venir s'amalgamer à des croyances religieuses de lutte rédemptrice entre le Bien et le Mal (p.63). L'auteur met l'accent sur la transformation de l'antisémitisme, qui vient rendre cohérentes des représentations hostiles de l'Autre (*Feindbilder*) d'origine nationaliste et religieuse, basées sur des idéologies du complot. Sous l'effet des migrations et de l'exil, ces représentations vont se diffuser en Europe.

Un grand mérite de la contribution de Dieckmann est de mettre en évidence les réactions des organisations juives, comme autant d'archives qui viennent documenter et témoigner des persécutions éprouvées dans toute l'Europe centrale et orientale. Ces documents de grande valeur seront sauvés des destructions et recueillis après 1945 à New-York. L'interprétation des pogroms de la guerre civile russe fait toutefois l'objet de vives controverses parmi les Juifs de Russie. Certains groupes voudraient appuyer la lutte contre le bolchévisme dans l'espoir d'atténuer l'antisémitisme qu'ils croient être une conséquence de la révolution, tandis que

⁵ Sur les liens entre pratiques de guerre anti-partisans et violences de masse, voir Ingrao, C. (2007). « Un champ de recherche spécifique ? La politique nazie de lutte contre les partisans », *Revue d'histoire de la Shoah* n°187, pp.229-246.

⁶ Hans-Lukas Kieser (2012) (Ed.) *Der Völkermord an den Armeniern und die Shoah*, Zürich : Chronos.

d'autres organisations voient principalement les pogroms comme expression de la contre-révolution (pp.71-72)⁷.

Concernant l'influence controversée des idéologies antisémites de complot sur la République de Weimar, l'auteur fait une rectification importante. Dieckmann critique, à juste titre, une série d'interprétations qui, voyant dans l'*ideologem* du « judéo-bolchévisme » une variante de l'antibolchevisme, cherchent à expliquer son impact en faisant référence au nombre des Juifs engagés dans les organisations d'inspiration bolchévique. Il paraît plus judicieux de s'attacher à déchiffrer les représentations hostiles de l'Autre au sein de l'idéologie nazie, l'auteur rappelant que l'antibolchevisme n'en constitue pas, au départ, l'élément fondateur. À l'origine du « judéo-bolchévisme » comme représentation, on ne trouve pas une réaction « spontanée » à cette révolution russe en cours. Pour Dieckmann, il s'agit en revanche de comprendre la nouvelle teneur de l'antisémitisme qui permet d'amalgamer un certain nombre d'idéologies du complot, de servir ainsi de « conception du monde », caractère qui conditionne ensuite son « attractivité » dans les régimes dictatoriaux de l'entre-deux-guerres et, dès 1941, son potentiel destructeur comme idéologie d'extermination (p.81)⁸.

La deuxième partie de l'ouvrage présente des contributions qui mettent en œuvre des comparaisons d'ordre synchronique, dans lesquelles une approche structurelle est privilégiée pour aborder les différences entre la Shoah et d'autres violences de masse. Dieter Pohl s'attache à montrer les différentes positions d'une discussion qui occupe le champ historiographique depuis les années 1990 et qui concerne la place de la Shoah (l'auteur utilise le terme « Holocauste ») dans l'histoire des violences au XX^e siècle. Tout en reconnaissant la tendance actuelle à l'élargissement des contextes d'analyse, Pohl défend la validité de deux assertions plutôt bien établies dans l'historiographie de la violence génocidaire nazie. D'une part, le contexte des violences de la première guerre mondiale est jugé déterminant (p.112) ; d'autre part, l'antisémitisme basé sur une théorie scientifique des races aurait une spécificité historique propre (p.114). En cherchant à préciser d'avantage les termes de la comparaison, Pohl relève le déficit qui demeure dans la recherche germanophone sur la contextualisation du génocide juif en fonction des autres crimes de masse des régimes de l'Axe.

⁷ Autant les documents collectés par les organisations juives de l'époque, que des recherches menées récemment ont établi que des unités bolchévistes sont aussi impliquées dans les pogroms de la guerre civile, même si dans une moins grande mesure que les armées « blanches » ou les unités nationalistes (pp.60-61).

⁸ Pour une discussion de cette interprétation, voir Nicolas Werth, « Dans l'ombre de l'Holocauste : les pogroms des guerres civiles russes », in *Violences. Violences de guerre, violences coloniales, violences extrêmes avant la Shoah*, Revue d'histoire de la Shoah, n° 189, juillet/décembre 2008, pp.319-358.

Un des enjeux majeurs qu'il met en avant est de prendre conscience de l'importance prise par la hiérarchisation des groupes de victimes dans l'idéologie des bourreaux. Toutefois, une telle hiérarchisation dans les pratiques de meurtre n'empêche pas, comme le rappelle Pohl, des « transferts d'expérience », tant l'on sait que la politique d'extermination conduite contre les handicapés mentaux et d'autres personnes jugées « indignes de vivre » (*lebensunwertes Leben*) par les services médicaux nazis, dite « Aktion T4 », a servi de banc d'essai à l'extermination des Juifs dans les chambres à gaz. Un parallèle moins bien connu est celui des campagnes d'extermination menées par les Allemands contre les prisonniers de guerre soviétiques entre l'automne 1941 et le mois de février 1942 (p.115). C'est dans ce cadre que surgit la question des comparaisons établies par les bourreaux eux-mêmes. Pohl résume les résultats de l'historiographie disparate sur le sujet en signalant que l'idéologie nazie est assez pauvre en références historiques, du fait qu'elle se considère comme transcendant l'histoire allemande (p.117). On ne trouve, par exemple, pas de référence explicite et d'identification positive aux crimes coloniaux commis par l'Allemagne (p.118).

À titre de bilan, Pohl reconnaît que le débat historiographique en est encore à ses débuts et indique comme pistes possibles la recherche d'équivalents fonctionnels au meurtre de masse des Juifs, dans d'autres systèmes, ainsi qu'une meilleure prise en considération du rôle des tiers dans les violences, c'est-à-dire du rôle de l'opinion internationale en particulier (p.122-123). Pohl souligne que, indépendamment des mises en contexte qu'il juge très dépendantes du point de vue adopté par les historiens/historiennes, la Shoah reste un crime de masse sans précédent dans l'histoire moderne : « Ce n'est rien de moins que le cœur (*der Kern*) du programme de meurtre le plus étendu et le plus radical de toute l'histoire » (p.123).

Dans sa contribution, l'historien Jörg Gänzenmüller discute l'utilisation du terme de génocide pour désigner les violences commises sous le stalinisme et expose les critères devant présider à une comparaison avec les violences nazies. Cette problématique dispose d'un passif considérable puisque déjà les contemporains de ces violences, puis les tenants des théories du totalitarisme, ont considéré les régimes comme jumeaux (p.145). Or, l'auteur déplore le manque d'attention portée à une analyse systématique des causes et des différences structurelles dans les formes de violence de masse soumises à la comparaison⁹. Gänzenmüller s'appuie sur les résultats de recherches récentes pour soutenir qu'on ne trouve pas dans la politique menée par Staline contre les paysans en 1932-1933 et la famine provoquée par la crise agricole subséquente, d'intention d'extermination, composante centrale du crime de

⁹Sur cette question, Raphael Lemkin (2009) est souvent appelé à la rescousse, dans la mesure où il a qualifié les grandes famines d'Ukraine (Holodomore) de génocide (p.146); son texte est reproduit dans : « Roman Serbyn. Lemkin on genocide of nations », *Journal of International Criminal Justice*, 7 pp.123-130.

génocide. Staline aurait, ainsi, pris sciemment en compte la mort de millions de personnes, sans toutefois qu'il ne s'agisse d'une intention génocidaire au sens de la définition reconnue de ce terme (p.152).

En outre, Gänzenmüller attire l'attention sur la spécificité du choix des victimes. Au contraire des nazis, qui auraient, de par leur politique raciale, établi une systématique pour « délimiter » le groupe des personnes qu'ils désiraient exterminer, les autorités stalinienne n'auraient mis en place qu'une forme très vague de catégorisation (p.155). Face au problème de l'objectivation des groupes destinataires des violences, qui se pose pour l'ensemble des processus génocidaires, l'auteur formule deux conditions. Premièrement, le groupe doit exister non seulement dans l'idéologie des bourreaux, mais aussi être reconnu par ses propres membres (p.156). Deuxièmement, c'est le caractère systématique du meurtre qui constitue le critère central différenciant le génocide d'autres meurtres de masse (p.157). Ces deux critères sont, si l'on suit l'analyse de Gänzenmüller, ni présents dans les grandes famines d'Ukraine – les « Koulaks » n'étant pas un groupe qui se définit de lui-même comme tel – ni dans la Grande terreur, car la catégorie « d'ennemi du peuple » apparaît beaucoup trop lâche et dramatiquement imprévisible. En conséquence de ces déterminations différentes des destinataires des violences, on observe des pratiques de persécution différentes, par exemple l'organisation radicalement différente des deux systèmes concentrationnaires.

À titre de perspective, Gänzenmüller propose d'articuler la comparaison autour du rôle joué par la violence de masse dans le nazisme et le stalinisme comme deux dictatures basées sur une conception du monde (*Weltanschauung*). Premièrement, il s'agirait de comprendre comment deux idéologies très différentes, mais ayant en commun le caractère d'utopies réactionnaires, ont pu légitimer des violences de masse. Deuxièmement, comprendre comment certaines formes de radicalisation de la violence ont pu être non la conséquence directe de projets dictatoriaux utopistes, mais une forme de réponse à leurs échecs (pp.160-162). La contribution de Gänzenmüller se lit ainsi comme un plaidoyer pour une recherche empirique sur des formes de criminalité collective, c'est-à-dire impliquant la participation de toute la société¹⁰.

A. Dirk Moses consacre sa contribution aux écrits inédits de Raphael Lemkin et se pose la question de savoir s'il est possible pour les historiens de travailler sur la Shoah dans une perspective d'histoire globale, ce qui constitue le fil conducteur de la troisième partie de l'ouvrage. Dès son enfance, passée dans une famille juive pieuse d'Europe centrale, Raphael Lemkin a été confronté aux persécutions et aux pogroms. Pendant son éducation et sa formation intellectuelle, il développe une pen-

¹⁰ Voir, pour une mise en œuvre du postulat de « sociétés violentes » dans une perspective comparative, Christian Gerlach (2011). *Extremgewalttätige Gesellschaften. Massengewalt im 20. Jahrhundert*, München : Deutsche Verlags-Anstalt.

sée qui porte un intérêt marqué pour tous les opprimés, conviction qu'il fait remonter dans son autobiographie non-publiée à son étude des textes religieux juifs. Ses lectures historiques l'amènent à concevoir l'extermination de peuples entiers comme un phénomène universel et récurrent, dont les persécutions anti-juives font partie. Ses efforts de l'entre-deux-guerres pour dénoncer et faire poursuivre juridiquement les crimes qu'il nommera plus tard « génocides » sont à comprendre dans l'optique de l'établissement d'une culture mondiale (*Weltkultur*) (p.197). Son attitude résolument cosmopolite lui fait analyser la violence nazie comme certes singulière, non seulement au vu de l'antisémitisme exterminateur nazi, mais également concernant les meurtres de masse infligés à d'autres groupes, dont la nation polonaise. Dans son livre *Axis Rule in Occupied Europa*, il décrit les politiques de persécutions et d'extermination des Juifs pratiquées par les nazis et introduit le terme de « génocide » (p.199).

Dans ses travaux postérieurs à 1945, Lemkin inclut l'assassinat des Juifs d'Europe dans une histoire globale des génocides. Il cherche à étudier les violences exterminatrices non pas en tant que mouvements irrationnels ou inexplicables, mais bel et bien comme les produits d'interactions sociales. Retrouvée dans les plans d'un ouvrage d'étude sur les génocides dans l'histoire qui n'est jamais paru, la longue liste établie par Lemkin montre à quel point son cadre d'analyse est large : des massacres de l'antiquité aux persécutions religieuses du Moyen-Âge, des génocides coloniaux aux différents groupes exterminés dans le cadre de meurtres de masse au XX^e siècle. Or, son approche globale des génocides est très loin de relativiser le génocide juif. Bien au contraire, il plaide pour une compréhension dépassant l'histoire européenne et met l'accent sur les causes immanentes de l'extermination, en rejetant les approches qui attribuent un caractère métahistorique à la catastrophe subie par les Juifs d'Europe (pp.204-205). Moses voit le lègue de Lemkin dans une étude globale des génocides qui soit capable de comprendre la place occupée par la Shoah dans une histoire des empires et des états-nations conçus comme parties d'un système global. Il s'agit rien de moins que de développer une étude empirique des liens entre l'émergence d'un système international basé sur la concurrence entre États-nations avec le développement de règles de droit international, et du côté des états issus de l'effondrement des empires centraux, la productions de boucs-émissaires pour compenser leur faiblesse systémique et le recours aux violences de masse comme politique de mobilisation de ressources par la destruction¹¹.

L'ouvrage dirigé par Sybille Steinbacher et le *Fritz-Bauer-Institut* propose un certain nombre de réponses originales à la question de la place de la Shoah dans l'histoire des violences de masse au XX^e siècle. D'abord, il s'agit pour les éditeurs

¹¹ Voir à ce sujet, l'interprétation de l'économie nazie proposée par Adam Tooze (2012). *Le salaire de la destruction. Formation et ruine de l'économie nazie*. Paris : Les belles lettres (pour la traduction française).

de prendre acte du fait que la *Zeitgeschichte* allemande s'est construite sur le postulat que la violence nazie et le génocide perpétré contre les Juifs d'Europe marquent une césure dans l'histoire moderne. Le point fort de l'ouvrage recensé est qu'il cherche, en partant de ce constat, à ouvrir des pistes susceptibles de mettre en contexte et d'historiciser les recherches sur la Shoah. Un apport important des travaux présentés réside dans le fait qu'ils dépassent les comparaisons structurelles pour s'interroger sur le type de relations qu'entretiennent les différents contextes de violences de masse, au niveau des acteurs. Une telle démarche permet de mieux comprendre quelles sont les lignes de continuités idéologiques au moyen desquelles les auteurs de violences justifient leurs actes. Un questionnement sur la perception des tiers – du rôle de l'opinion internationale – et la façon dont ils croisent différents contextes de violence pourrait compléter ce type de recherche. En outre, du côté de ceux qui font l'expérience des violences, il semble important de s'interroger sur les histoires croisées existant au niveau des efforts de documentation, de compréhension et de dénonciation. De manière tout aussi cruciale, il importe de porter une attention particulière aux chemins pris par les survivants, au-delà des groupes visés et des techniques de déshumanisation différentes dont ils sont l'objet, pour inscrire leur souffrance dans une histoire globale et résister collectivement aux violences.